

N°404
JANVIER
2024

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence
France Trésor

page 1

Actualité
économique

page 2

Données générales
sur la dette

page 3

Marché
secondaire

page 5

Dettes négociables
de l'État

page 6

Économie française et
comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence
France Trésor

LA FRANCE CONFIRME SA PLACE DE PREMIER ÉMETTEUR SOUVERAIN MONDIAL D'OBLIGATIONS VERTES

L'Agence France Trésor a lancé le mardi 16 janvier 2024, par syndication, la quatrième obligation souveraine verte française d'une maturité de 25 ans : l'OAT verte 3,00 % 25 juin 2049.

Pour un livre d'ordre atteignant plus de 98 milliards d'euros, 8 milliards d'euros ont été servis, un montant jusqu'à présent inégalé. La robustesse de la demande confirme l'appétit des investisseurs pour les titres verts français.

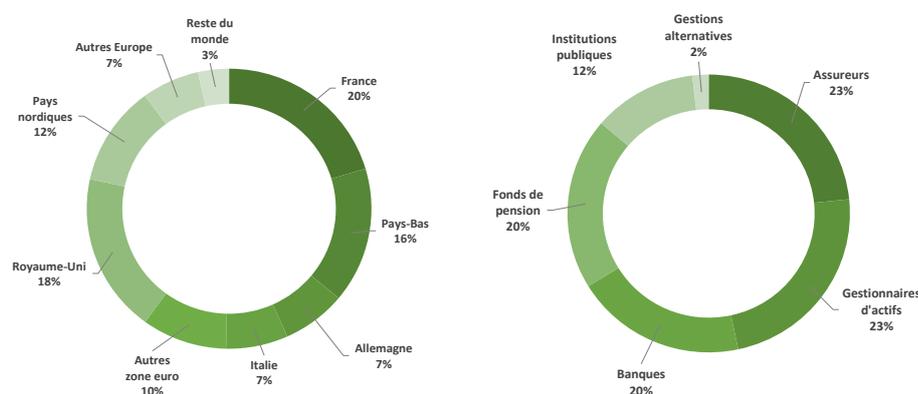
Le prix a été établi à 96,53 reflétant un taux de rendement à l'émission de 3,201 %.

Les chefs de file de cette opération étaient BNP Paribas, BofA Securities, Crédit Agricole CIB, J.P. Morgan et Société Générale. Tous les spécialistes en valeurs du Trésor faisaient partie du syndicat.

L'allocation reflète la base d'investisseurs très diversifiée et de qualité dont bénéficie la dette souveraine française. Plus de 470 investisseurs finaux ont participé à l'opération, dont près des deux tiers sont des investisseurs verts, selon l'estimation faite par les membres du syndicat. Le montant syndiqué a été alloué pour 23 % à des gestionnaires d'actifs, 23 % à des assureurs, 20 % à des fonds de pension, 20 % à des banques, 12 % à des institutions publiques et 2 % à des gestions alternatives.

Sur le plan géographique, la distribution révèle la forte prépondérance des investisseurs européens pour ce type de titre : 97% ont, en effet, été alloués à des investisseurs en provenance d'Europe, dont 20% à des investisseurs français.

Une allocation diversifiée par catégorie d'investisseurs et une prépondérance d'investisseurs européens



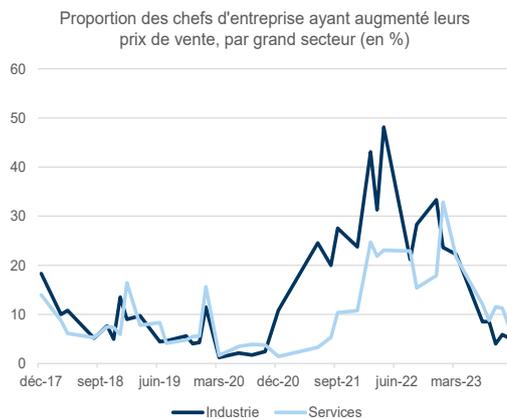
Cette nouvelle obligation verte complète l'offre de titres verts français, qui se compose désormais de trois titres nominaux d'échéance 2039, 2044 et 2049 et d'un titre indexé sur l'inflation européenne d'échéance 2038. L'encours de ces quatre OAT vertes émises s'élève à ce jour à 70,2 milliards d'euros, confirmant ainsi la place de la France comme premier émetteur souverain de titres verts au monde.

Par ailleurs, l'AFT continuera de les abonder en fonction de la demande des investisseurs. L'ensemble de ces émissions s'effectuera dans la limite du montant des dépenses vertes éligibles, qui s'élèvent à 15 milliards d'euros pour l'année 2024. Celles-ci incluent, pour l'essentiel, des dépenses budgétaires et fiscales qui seront réalisées cette année dans le cadre de la loi de finances 2024.

L'inflation a ralenti bien plus que prévu fin 2023, avec le rythme sous-jacent (IPCH hors énergie et alimentation) annualisé sur trois mois s'établissant à 1,2 % en décembre. Isabel Schnabel, membre du directoire de la BCE, a qualifié ces progrès en matière de désinflation de « remarquables ». Au-delà du court terme, nous entretenons désormais la perspective d'une désinflation nettement plus rapide dans la zone euro. En particulier, le récent ralentissement de l'inflation sous-jacente suggère que si les effets de la crise énergétique sur l'inflation sous-jacente ont été plus forts que prévu l'année dernière, ils sont désormais en train de s'estomper plus rapidement que prévu.

Nous pensons que les modèles économiques qui ont récemment montré comment « des chocs plus grands se propagent plus rapidement » offrent une explication convaincante. Par exemple, l'économiste universitaire Francesco Lippi a présenté des travaux, à la conférence de la BCE à Sintra, en décembre 2023, qui montrent que les entreprises révisent leurs prix plus fréquemment lorsque l'inflation est élevée. Ceci va à l'encontre des modèles standards dans lesquels la probabilité d'une révision de prix est typiquement constante. De ce fait, son modèle est plus à même d'expliquer l'estompement rapide de l'impact du choc énergétique. Cette intuition est vérifiée par une enquête de la Banque de France qui montre que les entreprises avaient d'abord fortement augmenté leur fréquence de révisions des prix lorsque l'inflation augmentait, avant de la diminuer considérablement au long de l'année dernière (graphique 1).

Graphique 1: Les chocs plus conséquents se propagent plus rapidement



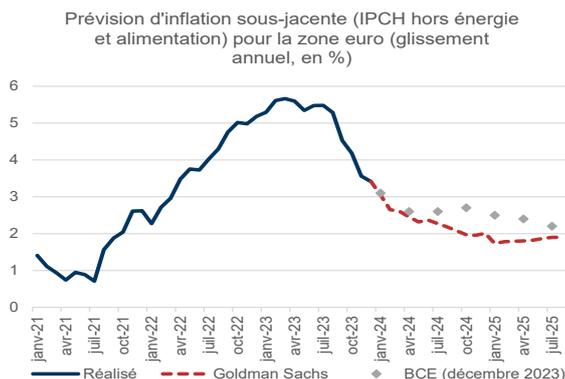
Sources : Goldman Sachs Global Investment Research, BCE, Haver Analytics, Banque de France

Nous avons donc examiné si de telles non-linéarités dans la répercussion des prix de l'énergie sur l'inflation sous-jacente peuvent expliquer la dynamique des deux dernières années. Nous commençons par une simple courbe dite « de Phillips » qui explique l'inflation sous-jacente séquentielle avec les anticipations d'inflation et le taux de chômage. Notre analyse suggère qu'une spécification aussi simple a du mal à expliquer l'inflation observée ces deux dernières années, ne permettant de prédire ni son accélération, ni sa soudaine décélération.

Nous ajoutons ensuite un terme pour capturer la répercussion des prix de l'énergie sur l'inflation sous-jacente en incluant la différence décalée entre l'inflation globale et l'inflation sous-jacente, tout en autorisant une non-linéarité. Cet ajout améliore considérablement le pouvoir prédictif de notre modèle au cours des deux dernières années. Afin de vérifier la robustesse de nos résultats, nous estimons le même modèle pour un panel de dix économies de la zone euro et trouvons également des indications claires d'effets de transmission non-linéaires.

Les prévisions qui découlent de ces modèles suggèrent que l'inflation sous-jacente séquentielle restera probablement inférieure à 2 % au cours des prochains trimestres, ce qui entraînera une baisse significative de l'inflation sous-jacente en glissement annuel. Notre prévision prévoit donc désormais un retour de l'inflation sous-jacente à 2 % en octobre 2024, bien plus rapidement que ne le laissent entendre les projections de la BCE de décembre (graphique 2).

Graphique 2: La prévision d'inflation sous-jacente



Sources : Goldman Sachs Global Investment Research, BCE, Haver Analytics, Banque de France

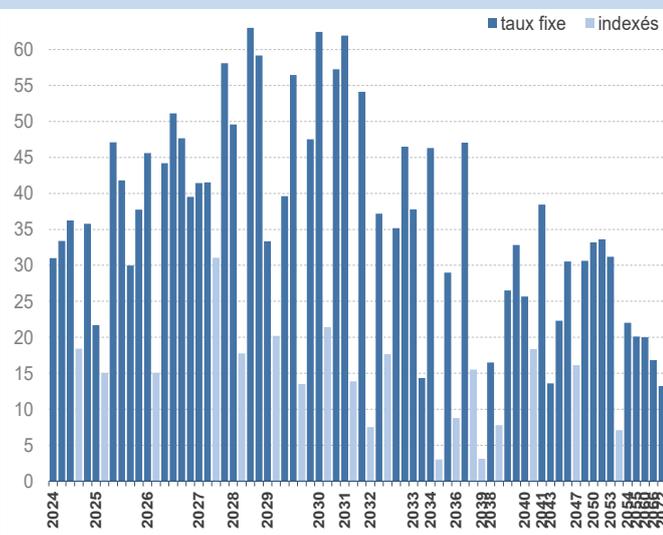
CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Février 2024	date d'adjudication	5	12	19	26	/	15	1	15
	date de règlement	7	14	21	28	/	19	5	19
Mars 2024	date d'adjudication	4	11	18	25	/	21	7	21
	date de règlement	6	13	20	27	/	25	11	25

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2023

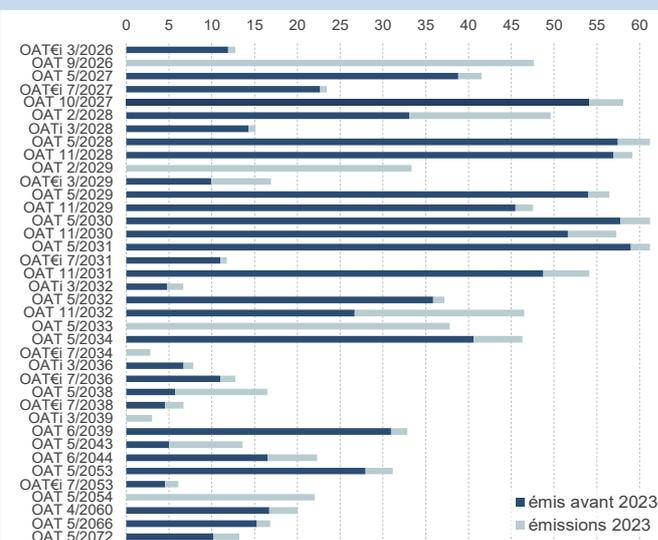
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 DÉCEMBRE 2023

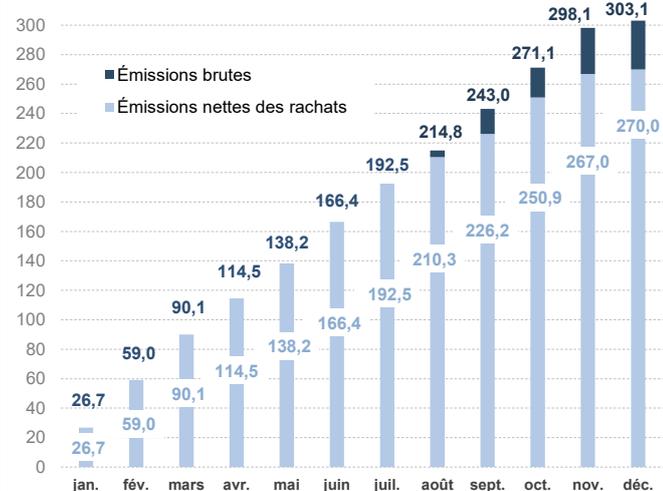
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 31 DÉCEMBRE 2023

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 DÉCEMBRE 2023

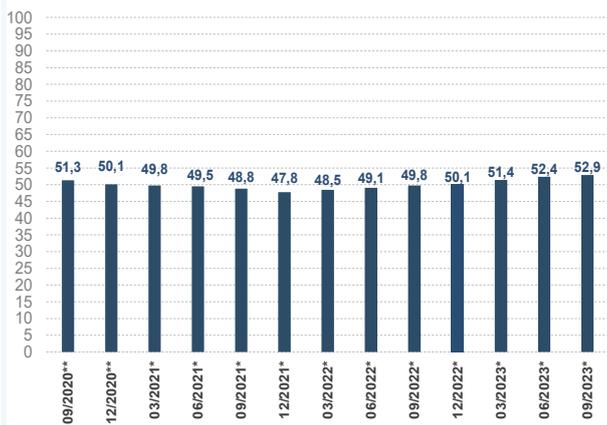
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
janv-24		
févr-24	1,3	31,0
mars-24	0,1	33,4
avr-24	8,4	
mai-24	11,5	36,3
juin-24	0,7	
juil-24	2,2	18,7
août-24		
sept-24	1,2	
oct-24	6,5	
nov-24	3,0	35,8
déc-24		

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 3^{ÈME} TRIMESTRE 2023

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



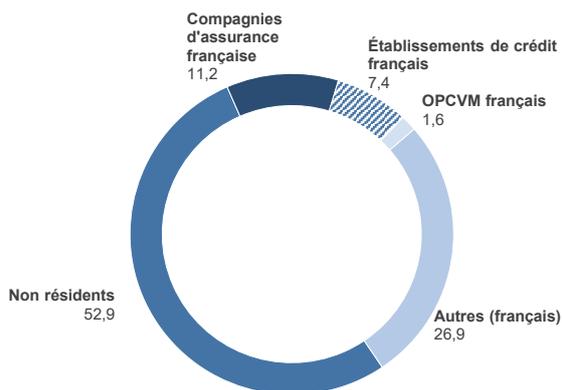
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 3^{ÈME} TRIMESTRE 2023

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2023

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	2 260 756 311 772
Encours démembré	47 328 635 000
Durée de vie moyenne	9 ans et 25 jours
Total dette à court terme	169 217 000 000
Durée de vie moyenne	120 jours
Encours total	2 429 973 311 772
Durée de vie moyenne	8 ans et 168 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2023

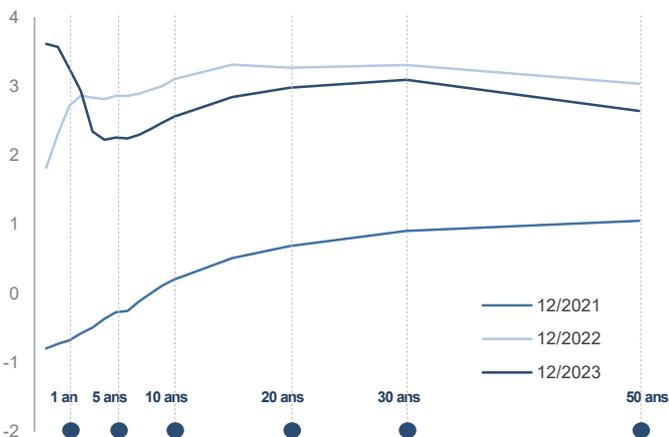
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2020	Fin 2021	Fin 2022	Fin novembre 2023	Fin décembre 2023
Encours de la dette négociable	2 001	2 145	2 278	2 426	2 430
<i>dont titres indexés</i>	220	236	262	270	271
Moyen et Long Terme	1 839	1 990	2 129	2 257	2 261
Court Terme	162	155	148	169	169
Durée de vie moyenne de la dette négociable	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
	73 jours	153 jours	184 jours	196 jours	168 jours

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

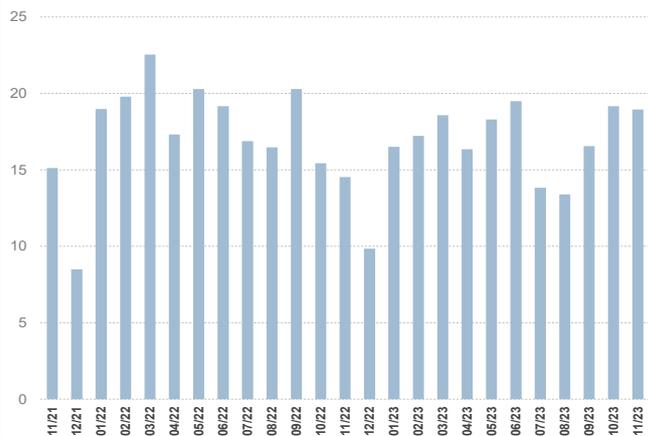
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

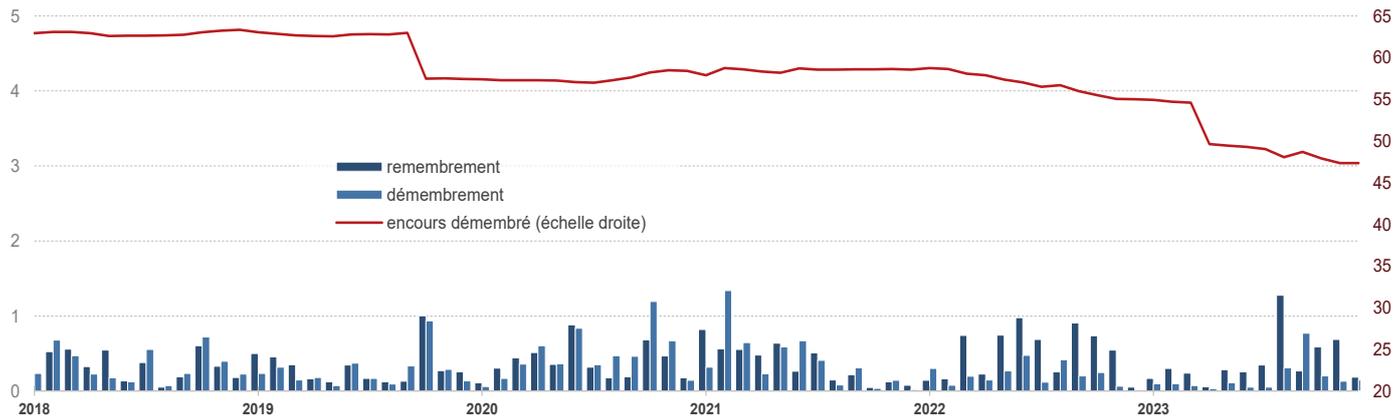
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

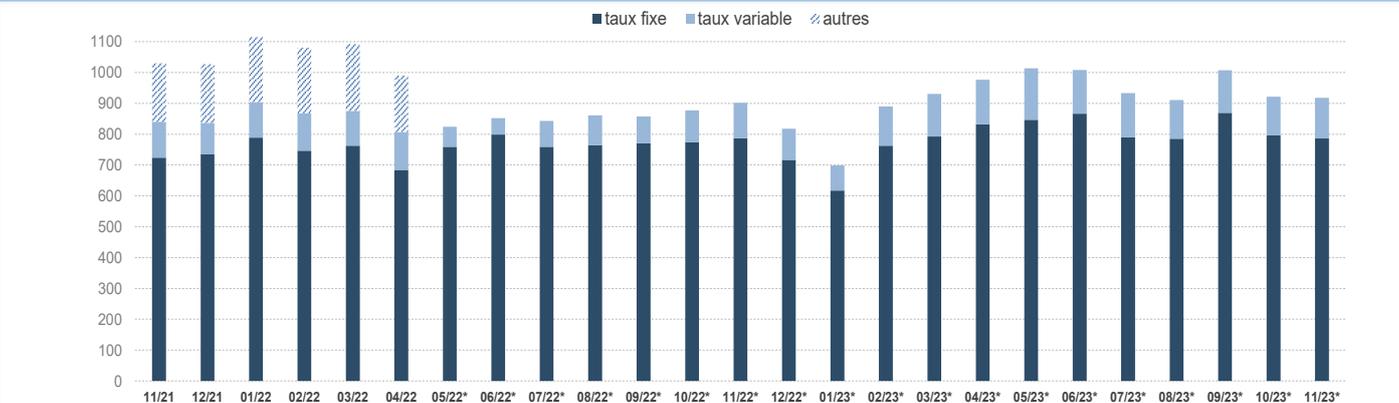
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



*Nouveau format de collecte de données reposant notamment sur des encours en valeur faciale

Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 31 DÉCEMBRE 2023

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0128070952	BTF 4 janvier 2024	6 621 000 000
FR0127921288	BTF 10 janvier 2024	7 392 000 000
FR0128070960	BTF 17 janvier 2024	6 261 000 000
FR0127613497	BTF 24 janvier 2024	8 829 000 000
FR0128070978	BTF 31 janvier 2024	5 557 000 000
FR0127921296	BTF 7 février 2024	7 081 000 000
FR0128070986	BTF 14 février 2024	6 055 000 000
FR0127613505	BTF 21 février 2024	6 668 000 000
FR0128070994	BTF 28 février 2024	6 075 000 000
FR0127921304	BTF 6 mars 2024	7 760 000 000
FR0128071000	BTF 13 mars 2024	4 675 000 000
FR0127613513	BTF 20 mars 2024	8 906 000 000
FR0128227685	BTF 4 avril 2024	7 028 000 000
FR0127921064	BTF 17 avril 2024	9 076 000 000
FR0128071034	BTF 2 mai 2024	7 814 000 000
FR0127921072	BTF 15 mai 2024	7 658 000 000
FR0128071042	BTF 29 mai 2024	1 194 000 000
FR0127921080	BTF 12 juin 2024	8 472 000 000
FR0127921312	BTF 10 juillet 2024	10 284 000 000
FR0127921320	BTF 7 août 2024	8 701 000 000
FR0127921338	BTF 4 septembre 2024	7 855 000 000
FR0128071059	BTF 2 octobre 2024	6 217 000 000
FR0128071067	BTF 30 octobre 2024	8 446 000 000
FR0128071075	BTF 27 novembre 2024	4 592 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2024 - 2027) AU 31 DÉCEMBRE 2023

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2024		154 883 331 600				
FR0014001N46	OAT 0,00% 25 février 2024	31 006 000 000			0	x
FR0013344751	OAT 0,00% 25 mars 2024	33 403 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	36 268 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	18 435 331 600 (1)	1,25890	14 644 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	35 771 000 000			37 000 000	x
Échéance 2025		193 361 242 238				
FR0014007TY9	OAT 0,00% 25 février 2025	21 679 000 000			0	x
FR0012558310	OATi 0,10% 1 mars 2025	15 055 314 120 (1)	1,17684	12 793 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00% 25 mars 2025	47 114 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50% 25 mai 2025	41 835 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00% 25 octobre 2025	29 955 928 118			2 563 334 400	
FR0012938116	OAT 1,00% 25 novembre 2025	37 722 000 000			0	x
Échéance 2026		243 135 234 880				
FR0013508470	OAT 0,00% 25 février 2026	45 590 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10% 1 mars 2026	15 042 234 880 (1)	1,18108	12 736 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50% 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50% 25 mai 2026	51 113 000 000			0	x
FR001400FYQ4	OAT 2,50% 24 septembre 2026	47 661 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	39 527 000 000			0	x
Échéance 2027		172 123 569 740				
FR0014003513	OAT 0,00% 25 février 2027	41 446 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00% 25 mai 2027	41 534 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	31 043 569 740 (1)	1,32478	23 433 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	58 100 000 000			19 773 600	

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2028 ET PLUS) AU 31 DÉCEMBRE 2023

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2028		189 851 477 828				
FR001400AIN5	OAT 0,75% 25 février 2028	49 601 000 000			0	x
FR0013238268	OATi 0,10% 1 mars 2028	17 772 409 760 (1)	1,17488	15 127 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	35 068 068 (2)		46 232 603	–	
FR0013286192	OAT 0,75% 25 mai 2028	63 275 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75% 25 novembre 2028	59 168 000 000			0	x
Échéance 2029		210 652 709 866				
FR001400HI98	OAT 2,75% 25 février 2029	33 332 000 000			0	x
FR0013410552	OAT€i 0,10% 1 mars 2029	20 200 583 360 (1)	1,19276	16 936 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50% 25 avril 2029	39 618 880 458			1 237 967 100	
FR0013407236	OAT 0,50% 25 mai 2029	56 452 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40% 25 juillet 2029	13 519 246 048 (1)	1,47186	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00% 25 novembre 2029	47 530 000 000			0	x
Échéance 2030		141 152 723 360				
FR0011883966	OAT 2,50% 25 mai 2030	62 459 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70% 25 juillet 2030	21 414 723 360 (1)	1,24273	17 232 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00% 25 novembre 2030	57 279 000 000			0	x
Échéance 2031		129 937 546 310				
FR0012993103	OAT 1,50% 25 mai 2031	61 915 000 000			30 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10% 25 juillet 2031	13 888 546 310 (1)	1,18291	11 741 000 000	0	x
FR0014002WK3	OAT 0,00% 25 novembre 2031	54 134 000 000			0	x
Échéance 2032		144 066 469 810				
FR0014003N51	OATi 0,10% 1 mars 2032	7 523 593 080 (1)	1,12916	6 663 000 000	0	x
FR0014007L00	OAT 0,00% 25 mai 2032	37 183 000 000			0	x
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	17 661 554 130 (1)	1,53219	11 527 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	35 192 322 600			9 010 517 400	
FR001400BKZ3	OAT 2,00% 25 novembre 2032	46 506 000 000			0	x
Échéance 2033		52 139 000 000				
FR001400H7V7	OAT 3,00% 25 mai 2033	37 804 000 000			0	x
FR001400L834	OAT 3,50% 25 novembre 2033	14 335 000 000			0	x
Échéances 2034 et plus		629 453 006 140				
FR0013313582	OAT 1,25% 25 mai 2034	46 294 000 000			0	x
FR001400JI88	OAT€i 0,60% 25 juillet 2034	3 026 693 120 (1)	1,07482	2 816 000 000	0	x
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	29 004 000 000			1 717 587 000	
FR0013524014	OATi 0,10% 1 mars 2036	8 792 309 280 (1)	1,12592	7 809 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	47 051 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10% 25 juillet 2036	15 537 445 770 (1)	1,21891	12 747 000 000	0	x
FR0014009O62	OAT 1,25% 25 mai 2038	16 502 000 000			0	x
FR001400AQH0	OAT€i 0,10% 25 juillet 2038	7 794 490 950 (1)	1,16145	6 711 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 343 496 400	
FR001400IKW5	OATi 0,55% 1 mars 2039	3 108 840 000 (1)	1,03628	3 000 000 000	0	x
FR0013234333	OAT 1,75% 25 juin 2039	32 852 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50% 25 mai 2040	25 660 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80% 25 juillet 2040	18 350 129 700 (1)	1,41930	12 929 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50% 25 avril 2041	38 446 000 000			3 853 199 000	
FR001400CMX2	OAT 2,50% 25 mai 2043	13 593 000 000			28 700 000	x
FR0014002JM6	OAT 0,50% 25 juin 2044	22 310 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	30 557 000 000			888 110 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10% 25 juillet 2047	16 112 575 220 (1)	1,23686	13 027 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00% 25 mai 2048	30 644 000 000			613 650 000	x
FR0013404969	OAT 1,50% 25 mai 2050	33 195 000 000			157 900 000	x
FR0013480613	OAT 0,75% 25 mai 2052	33 622 000 000			722 100 000	x
FR0014004J31	OAT 0,75% 25 mai 2053	31 169 000 000			270 000 000	x
FR0014008181	OAT€i 0,10% 25 juillet 2053	7 082 522 100 (1)	1,16145	6 098 000 000	0	x
FR001400FTH3	OAT 3,00% 25 mai 2054	22 022 000 000			693 650 000	x
FR0010171975	OAT 4,00% 25 avril 2055	20 118 000 000			11 004 518 000	
FR0010870956	OAT 4,00% 25 avril 2060	20 029 000 000			8 876 652 100	
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	16 828 000 000			1 143 480 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50% 25 mai 2072	13 218 000 000			116 100 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) valeur actualisée au 28 mars 2023; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	0,8 %	11/2023
Consommation des ménages*, glissement annuel	-1,8 %	11/2023
Taux de chômage (BIT)	7,4 %	T3-2023
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	3,7 %	12/2023
• ensemble hors tabac	3,6 %	12/2023
Solde commercial, fab-fab, cvs	-7,4 Md€	11/2023
" "	-7,7 Md€	10/2023
Solde des transactions courantes, cvs	-2,8 Md€	11/2023
" "	-3,4 Md€	10/2023
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	2,71 %	31/1/2023
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	3,91 %	31/1/2023
Euro / dollar	1,08	31/1/2023
Euro / yen	159,55	31/1/2023

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

EN MILLIARDS D'EUROS

	2021	2022	niveau à la fin novembre		
			2021	2022	2023
Solde du budget général	-171,52	-158,20	-175,13	-152,54	-176,09
Recettes	324,95	354,74	272,13	308,57	297,13
Dépenses	496,47	512,94	447,27	461,10	473,22
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,79	6,73	-5,89	-6,78	-21,87
Solde général d'exécution	-170,74	-151,44	-181,02	-159,32	-197,97

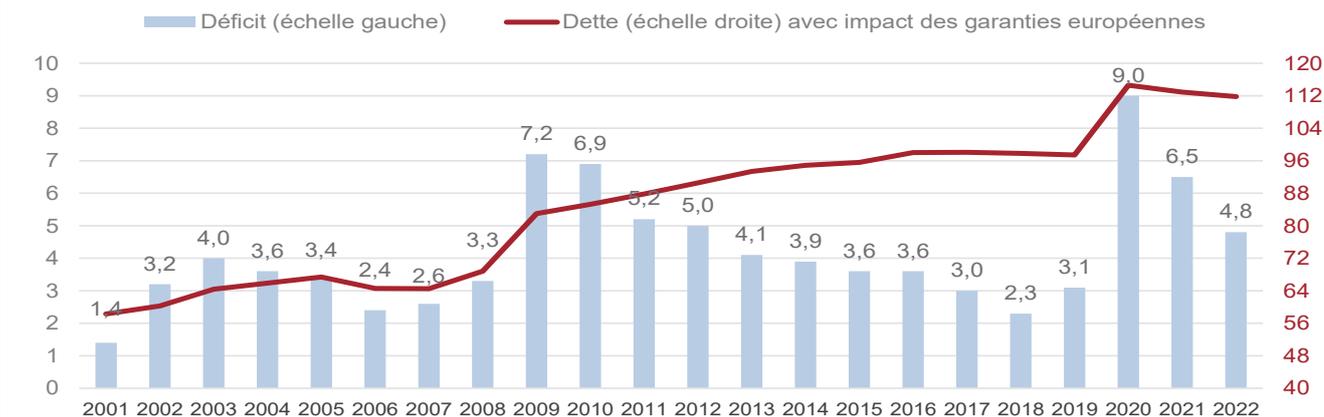
* produits manufacturés

Sources : Insee, MEFSIN, Banque de France

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

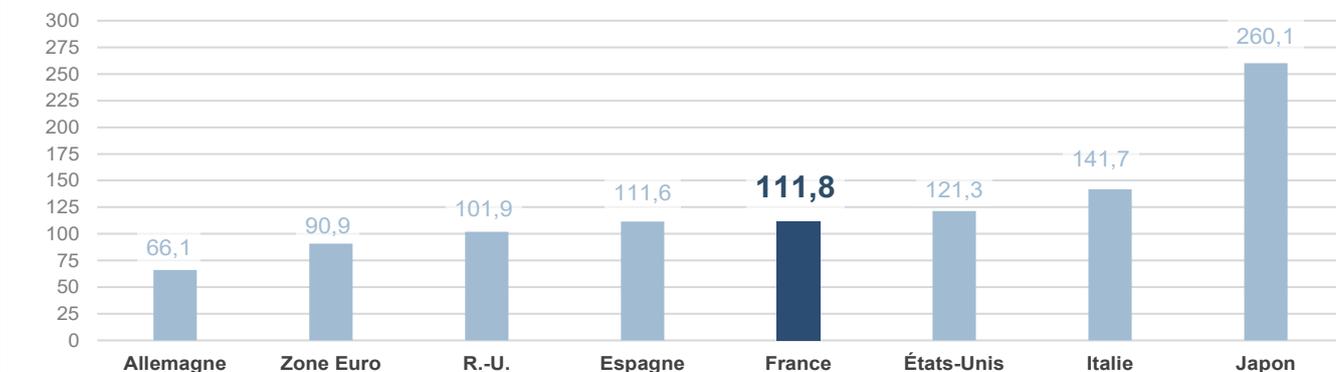
EN % DU PIB



Source : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2022

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

FÉVRIER 2024 

1 Inflation (IPCH) résultats provisoires en janvier	2 Indice de la production industrielle en décembre	7 Commerce extérieur en valeur en décembre	7 Balance des paiements	7 Emploi salarié : première estimation	13 Chômage au sens du BIT
15 Réserves nettes de change en janvier	16 Indice des prix à la consommation en janvier - résultats définitifs	22 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en février	22 Inflation (IPCH) résultats définitifs en janvier	27 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en février	29 Dépenses de consommation des ménages en biens en janvier
29 Comptes nationaux trimestriels - résultats définitifs T3	29 Emploi salarié : résultats définitifs	29 Indice des prix à la consommation en février - résultats provisoires	29 Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en janvier		

MARS 2024 

1 Inflation (IPCH) résultats provisoires en février	5 Indice de la production industrielle en janvier	8 Commerce extérieur en valeur en janvier	8 Balance des paiements	15 Réserves nettes de change en février	15 Indice des prix à la consommation en février - résultats définitifs
18 Inflation (IPCH) résultats définitifs en février	21 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en mars	26 Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques	26 Dépenses de consommation des ménages en biens en février	27 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en mars	29 Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en février
29 Indice des prix à la consommation en mars - résultats provisoires					

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Antoine Deruennes
Rédaction : Agence France Trésor
Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> •  

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».



AGENCE
FRANCE TRÉSOR